

61

## Convention Collective de Travail du 5 juillet 2001 concernant la programmation sociale 2001-2002 (pas de force obligatoire)

### Champ d'application

Art. 1 §1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers de l'industrie alimentaire, secteur de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés.

§ 2. Par ouvriers, sont visés les ouvriers masculins et féminins.

### Cadre

Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000.

### Formation permanente

Art. 3 §1. Les partenaires sociaux confirment que le fonctionnement de l'Institut de Formation Professionnelle (IFP) doit se baser sur une cotisation de 0,10% issue du secteur de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés à une pâtisserie pour assurer les initiatives de formation et d'emploi pour les groupes à risque.

§ 2. Une cotisation supplémentaire de 0,10% reste acquise au fonctionnement du Fonds Social et de Garantie pour la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés à une pâtisserie pour assurer la formation spécifique des ouvriers du secteur.

Art. 4 § 1. L'employeur est tenu d'organiser un volume de formation professionnelle pour les ouvriers, correspondant sur base annuelle à 0,50% du volume total du temps de travail presté de tous les ouvriers de l'entreprise.

§ 2. L'employeur organisera l'information de l'application de cette mesure comme le prévoit l'article 8 de la CCT n°9 et de la réglementation relative au bilan social.

### Prépension

Art. 5. Les parties prorogeront les CCT existantes en matière de prépension à 58 ans jusqu'au 30 juin 2003 et en matière de prépension à 56 ans jusqu'au 31 décembre 2002.

En outre, les parties examineront au sein du Conseil d'administration du Fonds Social et de Garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés à une pâtisserie comment adapter éventuellement l'indemnité complémentaire à l'évolution des salaires dans le sous-secteur sans que cela puisse entraîner une augmentation de la cotisation au Fonds Social et de Garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés à une pâtisserie.

### Emploi

Art. 6 § 1. Les parties conviennent de proroger le régime d'interruption de carrière à mi-temps du sous-secteur à partir de 55 ans jusqu'au 31.12.2001.

§ 2. Les parties adapteront le même régime au nouveau système de crédit temps qui sera applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

47

§ 3. Les parties signataires déclarent que les ouvriers du secteur de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés à une pâtisserie peuvent faire usage des primes régionales d'encouragement destinées à :

- Crédit de soins
- Crédit de formation
- Emploi de fin de carrière
- Entreprises en difficultés ou en restructuration
- Diminution de la carrière professionnelle de 1/5.

### **Pouvoir d'achat**

Art. 7. Indépendamment de la durée du travail, les salaires miniums et les salaires réellement payés dans les entreprises seront augmentés de manière suivante :

- 4 FB de l'heure au 01.07.2001
- 0,10 Euro de l'heure au 01.06.2002
- 0,05 Euro de l'heure au 01.11.2002

#### *Commentaire*

*L'augmentation salariale de 0,10 Euro de l'heure au 01.07.2001 représente 4 FB.*

### **Durée du travail**

Art. 8 § 1. Au 1<sup>er</sup> janvier 2003, les parties conviennent d'appliquer la durée de travail hebdomadaire de 38 heures, sans perte de salaire, aux entreprises de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés à une pâtisserie occupant moins de 10 travailleurs.

§ 2. Les parties conviennent d'imputer 50% de cette majoration, soit 1,28%, sur les négociations sectorielles 2003-2004 pour les entreprises occupant moins de 10 travailleurs.

### **Annualisation de l'index**

Art. 9 § 1. Les parties conviennent de remplacer la CCT du 30 avril 1999 relative à la liaison des salaires à l'index pour les ouvriers de l'industrie alimentaire par une CCT qui prévoit, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, l'indexation annuelle des salaires sur base des principes suivants :

§ 2. Les salaires réels et les salaires minimums sectoriels seront adaptés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en fonction de l'évolution réelle de la moyenne quadri-mensuelle de l'indice santé des 12 derniers mois ((décembre année -1 par rapport à décembre année -2).

§ 3. En guise de mesure transitoire, l'indexation au 1<sup>er</sup> janvier 2002 comprendra l'inflation entre le dernier indice limite dépassé (106.98) et la moyenne quadri-mensuelle de l'indice santé du mois de décembre 2001.

### **Paiement d'une prime unique et exceptionnelle**

Art. 10 § 1. Une prime unique et exceptionnelle d'un montant de 2.000 FB sera payée aux ouvriers occupés dans les "grandes boulangeries et pâtisseries" avec le salaire du mois d'octobre 2001 suivant les modalités de la prime de fin d'année.

§ 2. Par grandes boulangeries et pâtisseries, on entend les grandes boulangeries, pâtisseries et salons de consommation annexés à une pâtisserie qui répondent aux trois critères suivants:

- Nombre de personnes occupées supérieur à 20;
- Chiffre d'affaires supérieur à 75 millions par an;
- Utilisation d'un four à tunnel.

### **Concertation d'entreprise pour les grandes boulangeries et pâtisseries**

Art. 11 § 1. Une CCT d'entreprise conclue avant le 31 décembre 2001 peut remplacer les augmentations salariales réelles fixées dans cette convention par d'autres avantages, à condition que les salaires et les primes minima sectoriels soient respectés.

§ 2. En plus du coût total de cette CCT, il peut être convenu au niveau des grandes boulangeries et pâtisseries telles que définies à l'article 10 §2 :

- des mesures récurrentes à concurrence de maximum 0,20% des salaires réellement payés dans l'entreprise au 31.12.2000 et
- des mesures uniques à concurrence de maximum 0,4% des salaires réellement payés dans l'entreprise au 31.12.2000. Cette dernière possibilité est toutefois limitée aux entreprises dont les prestations s'avèreraient particulièrement positives sur base d'une évolution de leur situation économique au cours des deux années écoulées.

§ 3. Les parties souscrivent le principe selon lequel la concertation locale en vue de l'utilité de cette enveloppe consiste en la recherche d'équilibres entre l'amélioration de la mobilité, la classification de fonction, les conditions de travail et de salaires, la répartition du travail, les besoins propres à l'entreprise et les moyens financiers des entreprises. Toutes les modalités pour l'amélioration des conditions de travail et de salaire sont discutables.

### **Primes**

Art. 12 § 1. La prime de 5.600 FB est portée à 5.820 FB en 2001 et à 145 Euro en 2002.

§ 2. Les parties recommandent aux employeurs, à l'occasion du passage à l'Euro, de transposer la prime annuelle en salaire horaire, pour autant qu'elle soit encore octroyée sous cette forme.

### **Salaires d'accès**

Art. 13. Le système des salaires d'accès instauré en 1999 est supprimé à partir du 1er juillet 2001 pour les grandes boulangeries et pâtisseries, telles que définies à l'article 10 § 2.

### **Frais de transport**

Art. 14 § 1. Les parties marquent leur accord pour que la nouvelle intervention patronale prévue dans l'AIP (60% en moyenne) pour les frais d'utilisation des transports en commun soit étendue à tous les moyens de transport à partir du 1<sup>er</sup> juin 2001.

§ 2. La disposition existante pour l'indemnisation des déplacements à bicyclette est prorogée pour une durée indéterminée.

### **Jour de carence**

Art. 15. Les parties conviennent de remplacer le régime existant pour le paiement du jour de carence par le régime suivant, à partir du 1er janvier 2002 :

- L'ouvrier ayant 3 ans d'ancienneté dans l'entreprise au moment où débute l'absence pour maladie ou accident a droit, par année civile, au paiement d'un jour de carence prévu à l'article 52 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, à charge de son employeur.
- L'ouvrier ayant 6 ans d'ancienneté dans l'entreprise au moment où débute l'absence pour maladie ou accident a droit, par année civile, au paiement de deux jours de carence prévus à l'article 52 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, à charge de son employeur.
- L'ancienneté requise peut être acquise en additionnant les périodes d'occupation interrompues ou non, auprès du même employeur.

### **Délais de préavis**

Art. 16 § 1. Les parties prient la Ministre de rendre applicable les délais de préavis de l'Arrêté royal du 4 mai 2001 (Moniteur belge du 18 mai 2001) "fixant les délais de préavis pour les entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie alimentaire, à l'exclusion du secteur des boulangeries et des pâtisseries artisanales" aux grandes boulangeries et pâtisseries, telles que définies à l'article 10 § 2.

§ 2. Pour les boulangeries et les pâtisseries qui ne sont pas concernées par le paragraphe précédent, les parties prient la Ministre de modifier le régime existant en matière de préavis comme suit :

- Lorsque le préavis est donné par l'employeur, les délais de préavis de la Convention collective n° 75 du 20 décembre 1999 concernant les délais de préavis des ouvriers, rendue obligatoire par Arrêté royal du 10 février 2000 (Moniteur belge du 26 février 2000) sont applicables.
- Au cas où le licenciement est donné en vue de la prépension ou de la pension légale, le délai de préavis est réduit aux dispositions prévues par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.
- En cas de préavis donné par l'ouvrier, les délais de préavis prévues par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail sont applicables.
- Cette disposition ne modifie en rien les dispositions légales en matière de période d'essai et de délais de préavis réduits au cours des six premiers mois de service.

§ 3. Les régimes prévus aux §§ 1 et 2 entrent en vigueur la jour de la publication des arrêtés royaux respectifs au Moniteur Belge.

### **Sécurité d'existence en cas de chômage après licenciement**

Art. 17 § 1. Pour les grandes boulangeries et pâtisseries, telles que définies à l'article 10 § 2, les parties conviennent de remplacer la convention collective de travail du 20 décembre 1999 relative à l'octroi d'une indemnité complémentaire aux allocations de chômage par le régime de la convention collective de travail du 31 mai 2001, conclue au sein de la commission

paritaire de l'industrie alimentaire relative au paiement d'une indemnité complémentaire aux allocations de chômage en cas de chômage après licenciement.

Les entreprises concernées par le présent paragraphe pourront récupérer partiellement le coût de ce régime auprès du Fonds Social et de Garantie pour la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés à une pâtisserie à concurrence des montants qui devraient être payés dans l'entreprise en vertu du régime prévu au § 2 du présent article. Les modalités en la matière seront fixées par le conseil d'administration du Fonds Social et de Garantie pour la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés à une pâtisserie.

Ce régime entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur Belge de l'arrêté royal relatif aux délais de préavis mentionné à l'article 16 § 1.

§ 2. Pour les boulangeries et pâtisseries qui ne sont pas concernées par le paragraphe précédent, les parties conviennent le régime suivant :

- L'indemnité complémentaire aux allocations de chômage due en cas de licenciement par l'employeur s'élèvera à 180 FB (à partir du 1er janvier 2002 4,50 Euro) par jour de chômage effectif.
- Cette indemnité complémentaire est due pour les jours de chômage après le délai de préavis ou la période couverte par l'indemnité de rupture durant une période dont la durée est fonction de l'ancienneté dans l'entreprise sur base de la grille ci-dessous :

Ancienneté	Nombre de semaines d'indemnité
Moins de 10 ans	0 semaines
10 ans jusque moins de 15 ans	3 semaines
15 ans jusque moins de 20 ans	6 semaines
20 ans et plus	8 semaines

- Cette indemnité complémentaire ne peut être cumulée avec l'indemnité dans le cadre de la prépension, du licenciement collectif ou de la fermeture d'entreprise.
- L'indemnité complémentaire est payée par le Fonds Social et de Garantie pour la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés à une pâtisserie selon les modalités fixées par son conseil d'administration.
- Ce régime entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur Belge de l'arrêté royal relatif aux délais de préavis mentionné à l'article 16 § 2.

### **Sécurité d'existence en cas de chômage temporaire**

Art. 18. A partir du 1<sup>er</sup> juin 2001, le premier alinéa des dispositions générales prévues au chapitre II article 2 de la CCT du ~~1999~~ 1999 concernant la sécurité d'existence est adapté comme suit : <sup>20.12.</sup>

Les ouvriers ayant plus de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise et mis au chômage partiel ou accidentel ont droit, à charge du Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés, à une indemnité journalière de sécurité d'existence fixée comme suit :

Moins de 21 ans : 135 FB

4

A partir de 21 ans : 180 FB

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, ces indemnités seront portées à 3,50 Euro pour les ouvriers de moins de 21 ans et de 4,50 Euro à partir de 21 ans.

### **Sécurité d'existence en cas de maladie de longue durée**

Art. 19 § 1. Le montant de l'indemnité complémentaire journalière en plus de l'indemnité de maladie en cas de maladie de longue durée sera portée à 150 FB (3,75 Euro à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002) au cours de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2001 au 30 juin 2003.

§ 2. Les modalités de cette indemnité complémentaire et l'information à ce sujet seront élaborées par le Conseil d'Administration du Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés à une pâtisserie.

### **Période de référence pour les horaires à temps partiel variables**

Art. 20. Les parties conviennent, comme le permet l'article 11 bis de la loi relative aux contrats de travail, de porter à 12 mois la période de référence pour le calcul des horaires de travail à temps partiel variables. Toutefois chaque horaire de travail doit cependant être repris dans le règlement de travail et chaque régime de travail doit être convenu individuellement.

### **Sécurité alimentaire**

Art. 21. Au cas où un ouvrier est licencié en raison d'une plainte justifiée déposée par l'ouvrier auprès des services d'inspection compétents, il peut s'adresser au Conseil d'Administration du Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés pour être entendu.

### **Prime syndicale**

Art. 22. Les parties s'engagent à augmenter la prime syndicale à 4.700 FB à partir de l'année de référence 2001 (paiement 2002) sans que cela puisse entraîner une augmentation de la cotisation au Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés. Le Conseil d'Administration du Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés fixera les modalités d'application.

### **Formation syndicale**

Art. 23. Pour permettre aux ouvriers et aux ouvrières travaillant la nuit de bénéficier des mêmes droits et facilités en matière de formation syndicale que les ouvriers et les ouvrières travaillant de jour, ils sont dispensés de prestations, avec maintien du salaire, la nuit précédant et suivant le jour de formation, dont seulement une nuit est imputée par jour de formation. Cette disposition entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2001 et vient à échéance le 31 août 2003.

### **Solidarité internationale**

Art. 24. Les parties conviennent de laisser prélever une cotisation de 0,05%, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002 jusqu'au 31 décembre 2002, destinée au financement des projets de développement dans le tiers monde. Les projets concerneront l'amélioration de la chaîne alimentaire. Les projets devront être introduits par les organisations belges pour l'aide au développement. Les modalités de ce financement seront fixées par le Conseil

4

d'Administration du Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés.

### **Dérogation**

Art. 25 § 1. Au cas où l'application d'une ou de plusieurs clauses de la présente convention peut mettre en danger une entreprise par suite de circonstances économiques telles que le chômage important, la diminution du volume de production, les difficultés sur le marché de l'exportation, la diminution significative de la rentabilité, etc ... l'entreprise peut être libérée des obligations citées ci-dessus par convention collective de travail.

§ 2. L'application du paragraphe précédent ne peut avoir comme conséquence de pouvoir déroger aux salaires minima sectoriels et aux primes minima.

### **Paix sociale**

Art. 26. Les organisations syndicales s'engagent à ne pas introduire de revendications au niveau de l'entreprise autres que l'application de la présente convention collective de travail.

### **Dispositions temporaires**

Art. 27. Toutes les dispositions et recommandations temporaires du secteur seront prorogées.

### **Durée de la convention**

Art. 28. Les dispositions de la présente convention collective de travail entrent en vigueur le jour de la signature et sont d'application pour une durée indéterminée sauf disposition contraire.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois, signifiée par lettre recommandée et adressée au Président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

4

## **Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juli 2001 betreffende de sociale programmatie 2001-2002 (geen algemeen verbindendverklaring)**

### **Toepassingsgebied**

Artikel 1 § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders van de voedingsnijverheid, sector van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij.

§ 2. Met arbeiders worden de mannelijke en de vrouwelijke arbeiders bedoeld.

### **Kader**

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt afgesloten in uitvoering van het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000.

### **Permanente vorming**

Art. 3 § 1. De sociale partners bevestigen dat de werking van het Instituut voor Professionele Vorming (IPV) moet rusten op een bijdrage van 0.10 % vanuit de sector van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij om de vormings- en tewerkstellingsinitiatieven voor de risicogroepen te verzekeren.

§ 2. Een bijkomende bijdrage van 0,10 % blijft verworven voor de werking van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij om de specifieke opleiding van de arbeiders van de sector te verzorgen.

Art. 4 § 1. De werkgever is eraan gehouden een volume professionele vorming te organiseren voor de arbeiders, overeenstemmend op jaarbasis met 0,50 % van het totaal volume van de gepresteerde arbeidstijd van alle arbeiders van de onderneming.

§ 2. De werkgever dient de informatie over de toepassing van deze maatregel te organiseren zoals artikel 8 van C.A.O. nummer 9 en de reglementering betreffende de sociale balans het voorschrijft.

### **Brugpensioen**

Art. 5. De partijen zullen de bestaande brugpensioenregeling op 58 jaar verlengen tot 30 juni 2003 en de brugpensioenregeling op 56 jaar tot 31 december 2002.

Bovendien zullen de partijen in de raad van bestuur van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij onderzoeken hoe de aanvullende vergoedingen eventueel aan te passen aan de evolutie van de lonen van de subsector zonder dat dit evenwel oorzaak kan zijn van een verhoging van de bijdrage aan het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij.

### **Werkgelegenheid**

Art. 6 § 1. De partijen komen overeen de regeling van halftijdse loopbaanonderbreking vanaf 55 jaar van de sub-sector te verlengen tot 31.12.2001.

§ 2. De partijen zullen dezelfde regeling aanpassen aan het nieuw systeem van het tijdskrediet dat zal gelden vanaf 1 januari 2002.



§ 3. De ondertekenende partijen verklaren dat de arbeiders van de sector van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij gebruik kunnen maken van de regionale aanmoedigingspremies voor :

- Zorgkrediet
- Opleidingskrediet
- Landingsbanen
- Ondernemingen in moeilijkheden of in herstructurering
- Loopbaanvermindering voor 1/5de

### **Koopkracht**

Art. 7 . Ongeacht de arbeidsduurregeling, worden de minimumlonen en de werkelijk betaalde lonen in de ondernemingen als volgt verhoogd :

- 0,10 Euro per uur op 1.7.2001
- 0,10 Euro per uur op 1.6.2002
- 0,05 Euro per uur op 1.11.2002

#### *Commentaar*

*De loonsverhoging van 0,10 Euro per uur op 1.7.2001 bedraagt 4 BEF.*

### **Arbeidsduur**

Art. 8 § 1. De partijen komen overeen op 1 januari 2003 in de ondernemingen van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij met minder dan 10 werknemers de wekelijkse arbeidsduur van 38 uur toe te passen zonder loonverlies.

§ 2. De partijen komen overeen 50 % van deze verhoging, hetzij 1,28 %, te verrekenen op de sectorale onderhandelingen 2003-2004 voor de ondernemingen met minder dan 10 werknemers.

### **Annualisatie van de index**

Art. 9 § 1 Partijen komen overeen de C.A.O. van 30 april 1999 betreffende de koppeling van de lonen aan het indexcijfer voor de arbeiders in de voedingsindustrie te vervangen door een C.A.O. die vanaf 1 januari 2002 de jaarlijkse indexering van de lonen voorschrijft op basis van de volgende beginselen :

§ 2 De reële lonen en de sectorale minimumlonen zullen elk jaar op 1 januari worden aangepast in functie van de reële evolutie van het viermaandelijks gemiddelde van de gezondheidsindex van de laatste 12 maanden (december jaar -1 tegenover december jaar -2)

§ 3 Bij wijze van overgangmaatregel zal op 1 januari 2002 de indexering de inflatie omvatten tussen de laatste overschreden grensindex (106.98) en het viermaandelijks gemiddelde van de gezondheidsindex van de maand december 2001.

### **Betaling van een eenmalige en buitengewone premie**

Art. 10 § 1. Aan de arbeiders tewerkgesteld in de "grote bakkerijen en banketbakkerijen", zal een éénmalige en buitengewone premie van 2000 BEF worden betaald met het loon van de maand oktober 2001 volgens de modaliteiten van de eindejaarspremie.

4

§ 2. Onder grote bakkerijen en banketbakkerijen wordt verstaan de grote bakkerijen, banketbakkerijen en verbruikszalen bij een banketbakkerij die aan de drie volgende voorwaarden voldoen :

- Aantal tewerkgestelde personen hoger dan 20;
- Zakencijfer hoger dan Bef. 75 miljoen per jaar;
- Gebruik van tunneloven.

### **Ondernemingsoverleg voor de grote bakkerijen en banketbakkerijen**

Art. 11 § 1. Een ondernemings-C.A.O. gesloten vóór 31 december 2001 kan de reële loonsverhogingen bepaald in deze overeenkomst vervangen door andere voordelen, voor zover de sectorale minimumlonen en premies nageleefd worden.

§ 2. Bovenop de totale kost van deze C.A.O., kunnen op het niveau van de grote bakkerijen en banketbakkerijen, zoals gedefinieerd in artikel 10 § 2, overeengekomen worden :

- recurrente maatregelen ten belope van maximum 0.2% van de reële lonen in de onderneming per 31 december 2000, en
- éénmalige maatregelen ten belope van maximum 0.4% van de reële lonen in de onderneming per 31 december 2000. Deze laatste mogelijkheid is evenwel beperkt tot ondernemingen waarvan op basis van een evaluatie van hun economische situatie tijdens de twee voorbije jaren, zou blijken dat hun prestaties bijzonder goed was.

§ 3 De partijen onderschrijven het beginsel dat het lokaal overleg voor de aanwending van deze enveloppe bestaat in het zoeken naar evenwichten tussen de verbetering van de mobiliteit, de functieclassificatie, de loons- en arbeidsvoorwaarden, verdeling van de arbeid, de bedrijfsgebonden noden en de financiële draagkracht van de bedrijven. Alle modaliteiten voor verbetering van de loons- en arbeidsvoorwaarden zijn bespreekbaar.

### **Premies**

Art. 12 § 1 De premie van 5.600 BEF wordt in 2001 gebracht op 5.820 BEF en in 2002 op 145 Euro.

§ 2 Partijen bevelen de werkgevers aan om naar aanleiding van de omschakeling van de lonen in Euro deze jaarlijkse premie, voor zover die als dusdanig nog toegekend wordt, om te zetten in het uurloon.

### **Instaplonen**

Art. 13. Het systeem van de instaplonen, ingevoerd in 1999, wordt voor de grote bakkerijen en banketbakkerijen, zoals gedefinieerd in artikel 10 § 2, afgeschaft vanaf 1 juli 2001.

### **Transportkosten**

Art. 14 § 1. De partijen zijn het eens om vanaf 1 juni 2001 de nieuwe werkgeversvergoeding voorzien in het IPA (gemiddeld 60%) voor de kosten voor het gebruik van openbaar vervoer uit te breiden tot alle vervoermiddelen.

§ 2. De bestaande regeling voor vergoeding voor het vervoer per fiets wordt verlengd voor onbepaalde duur.

**Carendag**

Art. 15. De partijen komen overeen de bestaande regeling voor de betaling van de carendag vanaf 1 januari 2002 te vervangen door de volgende regeling :

- De arbeider met 3 jaar anciënniteit in de onderneming bij de aanvang van de afwezigheid wegens ongeval of ziekte, heeft per kalenderjaar recht op betaling, door zijn werkgever, van één carendag bedoeld in artikel 52 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.
- De arbeider met 6 jaar anciënniteit in de onderneming bij de aanvang van de afwezigheid wegens ongeval of ziekte, heeft per kalenderjaar recht op betaling, door zijn werkgever, van twee carendagen bedoeld in artikel 52 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.
- De vereiste anciënniteit kan verworven worden door optelling van al dan niet onderbroken periodes tewerkstelling bij dezelfde werkgever.

**Opzeggingstermijn**

Art. 16 § 1. De partijen zullen de minister verzoeken de opzeggingstermijnen uit het Koninklijk Besluit van 4 mei 2001 (Belgisch Staatsblad 18 mei 2001) “tot vaststelling van de opzeggingstermijnen in de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, met uitzondering van de sector bakkerijen en artisanale banketbakkerijen” toepasbaar te maken op de grote bakkerijen en banketbakkerijen, zoals gedefinieerd in artikel 10 § 2.

§ 2. Voor de bakkerijen en banketbakkerijen, die niet beoogd worden door de voorgaande paragraaf, zullen de partijen de minister verzoeken de bestaande regeling inzake opzeg als volgt te wijzigen :

- In geval van ontslag gegeven door de werkgever zijn de opzegtermijnen van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 75 van 20 december 1999 betreffende de opzeggingstermijnen van de werklieden, algemeen bindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 10 februari 2000 (Belgisch Staatsblad van 26 februari 2000) van toepassing.
- Indien het ontslag gegeven wordt met het oog op brugpensioen of wettelijk pensioen wordt de opzeggingstermijn herleid tot de regeling bepaald in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.
- In geval van ontslag gegeven door de arbeider zijn de opzeggingstermijnen bepaald in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten van toepassing.
- Deze regeling verandert niets aan de wettelijke regels inzake proefperiode en verkorte opzeggingstermijnen tijdens de eerste zes maanden van de dienstbetrekking.

§ 3. De regelingen bepaald in § 1 en § 2 gaan in op de dag van publicatie van de respectieve Koninklijke Besluiten hierover in het Belgisch Staatsblad.

**Bestaanszekerheid in geval van werkloosheid na ontslag**

Art. 17 § 1. Voor de grote bakkerijen en banketbakkerijen, zoals gedefinieerd in artikel 10 § 2, komen de partijen overeen de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 20 december 1999 tot toekenning van een aanvullende vergoeding bovenop de werkloosheidsuitkeringen te vervangen door de regeling uit de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 31 mei 2001 gesloten in het paritair comité van de voedingsnijverheid betreffende de betaling van een aanvullende vergoeding boven de werkloosheidsuitkeringen in geval van werkloosheid na ontslag.

De in deze paragraaf beoogde ondernemingen kunnen de kost van deze regeling gedeeltelijk recupereren bij het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij en dit ten belope van de bedragen die in de onderneming zouden moeten uitgekeerd worden volgens de regeling voorzien in § 2 van dit artikel. De modaliteiten hiervoor zullen worden vastgelegd door de raad van bestuur van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij.

Deze regeling gaat in op de dag van publicatie in het Belgisch Staatsblad van het Koninklijk Besluit betreffende de opzeggingstermijnen, vermeld in art. 16 § 1.

§ 2. Voor de bakkerijen en banketbakkerijen, die niet beoogd worden door de voorgaande paragraaf, komen partijen volgende regeling overeen :

- De aanvullende vergoeding op de werkloosheidsuitkeringen verschuldigd in geval van ontslag door de werkgever zal 180 BEF (vanaf 1 januari 2002 4,50 Euro) per effectieve werkloosheidsdag bedragen;
- De aanvullende vergoeding is verschuldigd voor de dagen van werkloosheid na de opzeggingstermijn of periode gedekt door een opzeggingsvergoeding gedurende een periode waarvan de duur afhankelijk is van de anciënniteit in de onderneming en dit volgens onderstaand rooster :

Anciënniteit	Aantal weken vergoeding
Minder dan 10 jaar	0 weken
10 jaar tot minder dan 15 jaar	3 weken
15 jaar tot minder dan 20 jaar	6 weken
20 jaar en meer	8 weken

- De aanvullende vergoeding kan niet worden gecumuleerd met de vergoeding in het kader van brugpensioen, collectief ontslag of sluiting van onderneming.
- De aanvullende vergoeding wordt betaald door het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij volgens de modaliteiten bepaald door de raad van bestuur.
- Deze regeling gaat in op de dag van publicatie in het Belgisch Staatsblad van het Koninklijk Besluit betreffende de opzeggingstermijnen, vermeld in art. 16 § 2.

## Bestaanszekerheid in geval van tijdelijke werkloosheid

Art. 18. Vanaf 1 juni 2001 wordt het eerste lid van de algemene bepalingen voorzien in hoofdstuk II artikel 2 van de C.A.O. van 1999 betreffende de bestaanszekerheid als volgt aangepast :  
20.12.

De arbeiders die meer dan 12 maanden anciënniteit hebben in de onderneming en die gedeeltelijk of toevallig werkloos worden, hebben recht, ten laste van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij, op een dagvergoeding voor bestaanszekerheid die als volgt wordt vastgesteld :

Minder dan 21 jaar 135 Bef  
Vanaf 21 jaar 180 Bef

Vanaf 1 januari 2002 worden deze vergoedingen gebracht op 3,50 Euro voor de arbeiders van minder dan 21 jaar en 4,50 Euro vanaf 21 jaar.

## Bestaanszekerheid in geval van langdurige ziekte

Art. 19 §1. Het bedrag van de dagelijkse bijkomende vergoeding bovenop de ziekte-uitkering in geval van langdurige ziekte zal worden opgetrokken tot 150 BEF (3.75 Euro vanaf 1 januari 2002) gedurende de periode lopende van 1 juli 2001 tot 30 juni 2003.

§ 2. De modaliteiten van deze bijkomende vergoeding en de bekendmaking ervan zullen worden uitgewerkt door de raad van bestuur van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij.

## Referteperiode voor variabele deeltijdse uurregelingen

Art. 20. Zoals artikel 11 bis van de wet over de arbeidsovereenkomsten het toelaat, komen de partijen overeen de referteperiode voor de berekening van de variabele deeltijdse uurregelingen te brengen op twaalf maanden. Elke uurregeling zal evenwel in het arbeidsreglement moeten worden opgenomen en elk arbeidsstelsel moet het voorwerp uitmaken van een individuele overeenkomst.

## Voedselveiligheid

Art. 21. In het geval een arbeider ontslagen wordt omwille van een terechte klacht door de arbeider bij de bevoegde inspectiediensten kan hij zich wenden tot de raad van bestuur van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij om gehoord te worden.

## Syndicale premie

Art. 22. De partijen verbinden er zich toe vanaf het refertejaar 2001 (uitbetaling 2002) de syndicale premie te verhogen tot 4.700 Bef. zonder dat dit evenwel oorzaak kan zijn van een verhoging van de bijdrage aan het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij. De raad van bestuur van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij zal de toepassingsmodaliteiten vastleggen.

### **Syndicale vorming**

Art. 23. Om de arbeiders en arbeidsters tewerkgesteld tijdens de nacht dezelfde faciliteiten en rechten toe te kennen inzake syndicale vorming als de arbeiders en arbeidsters tewerkgesteld tijdens de dag, worden zij vrijgesteld van prestaties de nacht voorafgaand aan en volgend op de dag van de vorming met behoud van loon, waarvan er maar één verrekend wordt per effectieve vormingsdag. Deze regeling gaat in op 1 september 2001 en geldt tot 31 augustus 2003.

### **Internationale solidariteit**

Art. 24. De partijen komen overeen van 1 januari 2002 tot 31 december 2002 een bijdrage van 0.05% te laten heffen bestemd voor de financiering van ontwikkelingsprojecten in de derde wereld. De projecten zullen betrekking hebben op de verbetering van de voedselketen. De projecten dienen ingediend te worden door Belgische organisaties voor ontwikkelingssamenwerking. De modaliteiten van deze financiering zullen vastgelegd worden door de raad van bestuur van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij.

### **Afwijking**

Art. 25 § 1. In het geval dat de toepassing van één of meerdere clausules van deze overeenkomst een onderneming in moeilijkheden kan brengen omwille van economische omstandigheden zoals hoge werkloosheid, vermindering van het productievolume, moeilijkheden op de exportmarkt, duidelijke vermindering van de rendabiliteit enz., dan kan, middels een collectieve arbeidsovereenkomst, de onderneming vrijgesteld worden van de hierboven gestelde verplichtingen.

§ 2. De toepassing van de vorige paragraaf mag niet als gevolg hebben dat kan afgeweken worden van de sectorale minimumlonen en minimumpremies.

### **Sociale vrede**

Art. 26. De syndicale organisaties verbinden er zich toe geen eisen te stellen op ondernemingsniveau andere dan de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

### **Tijdelijke regelingen**

Art. 27. Alle tijdelijke maatregelen en aanbevelingen van de sector zullen verlengd worden.

### **Duur van deze overeenkomst**

Art. 28. De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst treden in werking op de dag van de ondertekening en gelden voor onbepaalde duur, behoudens andersluidende bepaling.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd met een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid.